

Russes et Occidentaux s'affrontent à Munich

Par [Frédéric Lemaître](#) (Munich, envoyé spécial) et [Sylvie Kauffmann](#) (Munich, envoyée spéciale)



Le ton est monté entre dirigeants russes et occidentaux, samedi 13 février à la conférence sur la sécurité de Munich, à propos de la [Syrie](#), de l'[Ukraine](#) et de la crise migratoire, au cours d'échanges dont la dureté fait [douter](#) des chances de réussite de l'accord conclu vendredi dans la même ville, en vue d'une trêve temporaire en Syrie.

Le premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a d'ailleurs reconnu que « *le tableau était encore plus sombre qu'en 2007* », l'année où le président Poutine était intervenu devant la même conférence. Juste avant son arrivée à Munich, M. Medvedev avait d'ailleurs mis en garde les Américains et leurs alliés arabes en Syrie contre une « *nouvelle guerre mondiale* », dans un entretien accordé au quotidien allemand *Handelsblatt*, où il qualifiait aussi la [Russie](#) de « *plus grande puissance [nucléaire](#) mondiale* ».

A la tribune, qu'il partageait avec [Manuel Valls](#), il a accusé l'[OTAN](#) d'être « *toujours aussi inamicale et opaque* » et demandé à son secrétaire général, qui avait pris la parole juste avant pour [défendre](#) les mérites de la dissuasion nucléaire, si l'on était « *en 2016 ou en 1962* ». Le premier ministre russe a dressé un catalogue apocalyptique des crises auxquelles fait face la communauté internationale, attribuant la responsabilité du terrorisme, de la crise migratoire, de la crise ukrainienne et du printemps arabe aux « *tentatives infructueuses d'imposer une démocratie à l'occidentale* ». Et pour [faire](#) bonne mesure, il a ajouté une crise qui n'est peut-être pas

encore sur l'écran radar des Occidentaux : la [Moldavie](#), plongée dans une grave crise [politique](#), et où l'[armée](#) russe entretient encore des troupes.

Aux orateurs français et américain – Jean-Yves Le Drian et Manuel Valls, puis le chef de la [diplomatie](#) américaine John Kerry – qui demandaient à la Russie de [cesser](#) les bombardements de civils et de l'opposition modérée en Syrie, M. Medvedev a répondu en démentant catégoriquement que son pays prenne des civils pour cible : « *Il n'en existe aucune preuve* », a-t-il assuré.

Lire l'entretien : [Syrie : « On ne peut pas négocier alors que des civils sont toujours massacrés »](#)

« Cet accord de Munich sera impossible à [réaliser](#), et ce sera la faute des Américains »

Mais c'est peut-être son ministre des [affaires étrangères](#), Sergueï Lavrov, qui a été le plus dur en douchant brutalement, à la fin d'un débat avec plusieurs de ses collègues européens, les espoirs de réussite de l'accord conclu le 12 février à Munich sur la Syrie. Alors que l'Allemand Frantz-Walter Steinmeier venait d'évaluer « à 51 % » les chances de succès de cet accord, M. Lavrov a accusé le Pentagone de [dire](#) le contraire du département d'Etat. En réalité, a-t-il conclu, « *tout cela veut dire que les Etats-Unis ne vont pas cesser leurs frappes aériennes mais que la Russie doit [arrêter](#) les siennes. C'est malheureux, mais ça signifie que cet accord de Munich sera impossible à réaliser, et ce sera la faute des Américains* ». Le secrétaire au Foreign Office, Philippe Hammond, a jugé possible le déblocage de l'[aide](#) humanitaire mais s'est montré plus sceptique sur la cessation des hostilités.

John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, n'a pas repris à son compte la thématique de la guerre froide mais « *la recherche de la paix et de la liberté restent aussi importantes qu'il y a cinquante ans* », a-t-il fait [remarquer](#). De plus, « *jamais dans l'[histoire](#), les crises n'ont été si nombreuses et si importantes* ». Alors que Dmitri Medvedev venait de [dénoncer](#) les sanctions occidentales contre Moscou, l'Américain a renvoyé la balle dans le camp russe : « *La Russie a le choix : [appliquer](#) les accords de Minsk ou [subir](#) les sanctions.* » Même si Washington n'est manifestement pas totalement satisfait de la [politique](#) suivie par Kiev. « *2016 est l'année où l'Ukraine peut [prouver](#) que la corruption peut [être](#) vaincue* », a-t-il indiqué, quelques jours après la démission du ministre de l'économie qui entendait ainsi [protester](#) contre la corruption. Signe de l'engagement des Américains en Europe : les Etats-Unis vont [quadrupler](#) le budget de leurs dépenses militaires destinées à [renforcer](#) la présence de l'OTAN en Europe de l'Est. Le renforcement de l'Alliance atlantique en [Europe](#) fera l'objet d'un important sommet de l'OTAN en juillet à Varsovie.

La Russie contre tous

Sur la Syrie, John Kerry s'est montré peu optimiste. « *On ne voit pas encore de signes positifs qui annoncent la fin de la guerre* », a-t-il dit, déplorant que « *la majorité des attaques russes soient dirigées contre des groupes de l'opposition* ». Une thématique reprise par Manuel Valls. « *Bombarder les villes où se trouve l'opposition modérée ne peut pas contribuer au dialogue* », a résumé le premier ministre, qui a appelé la communauté internationale à se mobiliser contre « *l'hyper-terrorisme* ». Selon Manuel Valls, le terrorisme a fait, en 2014, « *40 000 morts dans 93 pays* ».

Si, malgré tout, John Kerry a voulu remonter le moral des Européens en leur assurant que « *cette période n'est pas aussi désastreuse que les gens le pensent* » et que, ensemble, Américains et Européens avaient su par le passé « *résister aux nombreuses tentatives de division* », la plupart des intervenants à la conférence de Munich ont été nettement plus sombres. « *Les aspirations impériales de la Russie sont un problème pour le flanc Est de l'OTAN. L'Alliance doit y renforcer sa présence* », juge Andrzej Duda, le président polonais. « *La guerre froide ? Elle est déjà très chaude en fait* », constate Dalia Grybauskaitė, présidente de la Lituanie. « *Y a-t-il une différence entre la Syrie et l'Ukraine ? C'est de l'agression. Du terrorisme* », a-t-elle dit, déplorant que l'Occident « *répète la même erreur* », en « *s'inclinant* » devant la Russie. Le président ukrainien n'a pas dit autre chose en accusant la Russie de promouvoir une « *Europe alternative* », celle de « *l'isolationnisme, de l'intolérance, de la négation des droits de l'homme, du fanatisme religieux et de l'homophobie* » : « *Cette Europe a un chef, Poutine, et des troupes, les partis pro-russes dans toute l'Europe.* » A Munich samedi, c'était la Russie contre tous.